

Les parents unis contre la fermeture de classes

L'association des parents d'élèves a décidé de se mobiliser afin de protester contre la suppression envisagée d'une classe au collège Anatole-France à la rentrée prochaine.

La mobilisation

La dernière rentrée avait déjà été marquée par la suppression d'une des trois classes de 4^e. C'est désormais l'une des trois classes de 5^e qui est menacée de fermeture en septembre, les effectifs prévisionnels faisant état de 60 élèves pour ce niveau contre 66 cette année. « **C'est la suppression de trop** », juge l'association de parents d'élèves (APE) du collège. Une fermeture qui aura pour conséquence de faire passer les effectifs actuels de 6^e à 23-24 élèves par classe à plus de 30 l'année prochaine en 5^e.

Les conséquences

« **Concrètement**, poursuit Hélène Landry, secrétaire de l'APE, **une classe surchargée signifie moins d'heures d'enseignement et une baisse significative de la concentration sur le travail en classe, une qualité des apprentissages dégradée, un suivi individuel des élèves beaucoup plus compliqué, sans parler du climat scolaire qui sera aussi touché.** »

Un élève de 6^e bénéficie, cette année, des services d'une assistante de vie scolaire en classe.

Par conséquent, l'association a décidé d'interpeller les parents et les élus du territoire afin de mobiliser le plus grand nombre contre cette fermeture de classe envisagée. Un courrier va être envoyé très prochainement aux quinze maires des communes ayant des enfants scolarisés au collège, au député LREM Bertrand Sorre et au DASEN (Directeur académique des services de l'Éducation nationale). Une action est envisagée avant la tenue du prochain conseil d'administration du collège du jeudi 26 mars, lors duquel les parents d'élèves comptent déposer une motion afin de réclamer des moyens supplémentaires pour l'établissement.

« **À l'heure où tous les élèves ont droit à un enseignement de qualité dans un collège de proximité comme celui de Sartilly, il n'est pas acceptable que par souci budgétaire,**

et pour la deuxième année consécutive, cette suppression de classe ait lieu au détriment de la qualité des apprentissages de nos enfants, qui sont les citoyens de demain », conclut Hélène Landry.



Judi 5 mars, Catherine Mériel, présidente de l'APE ; Hélène Landry, secrétaire et Nathalie Lapierre, membre, ont détaillé les conséquences d'une possible fermeture de classe en 5e devant une douzaine de parents d'élèves. Ouest-France